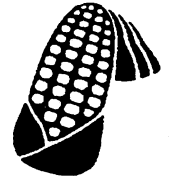




**AMÉRIQUE  
LATINE**



**D 2131 • AmL21**  
16-28 février 1997

**MOTS-CLEFS**

Néolibéralisme  
Politique économique  
Justice sociale  
Pauvreté  
Valeurs  
Solidarité  
Jésuites

***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**Lettre des supérieurs provinciaux jésuites d'Amérique latine**

**LE NÉOLIBÉRALISME EN AMÉRIQUE LATINE**

*Les provinciaux jésuites d'Amérique latine ont décidé de s'exprimer collectivement sur le néolibéralisme. Au cours de ces dernières années, nombreux sont les membres de la Compagnie de Jésus qui ont choisi de défendre les droits de l'homme, de lutter pour la justice et d'être aux côtés des pauvres en Amérique latine. Quelques-uns d'entre eux l'ont même payé de leur vie. Bien que ce combat soit*

*devenu de plus en plus inégal en raison du déferlement sans précédent du néolibéralisme, les supérieurs provinciaux de la Compagnie ont tenu à faire connaître publiquement et collectivement leur point de vue sur ce qu'ils considèrent comme la source majeure de l'appauvrissement de millions de Latino-Américains.*

*Lettre en date du 14 novembre 1996, Mexico.*

Mes chers Compagnons,

1. Nous, supérieurs provinciaux de la Compagnie de Jésus en Amérique latine et aux Caraïbes, répondant à l'appel de la 34ème Congrégation générale nous demandant d'approfondir notre mission foi-justice, nous voulons partager avec tous ceux qui participent à la mission apostolique de la Compagnie de Jésus dans ce continent et avec toutes les personnes qui se sont engagées pour améliorer le sort de notre peuple, et en particulier des plus pauvres, quelques réflexions sur ce que, dans nos pays, on entend par néolibéralisme. Nous refusons d'accepter tranquillement que les mesures économiques appliquées ces dernières années dans tous les pays latino-amé-

ricains et aux Caraïbes soient la seule façon possible d'orienter l'économie et que l'appauvrissement de millions de latino-américains soit inévitablement le prix à payer de la future croissance économique de ces pays. Ces mesures économiques supposent une stratégie politique ; elles impliquent une conception de la personne humaine et une culture que nous devons étudier à partir des modèles propres à la société à laquelle nous aspirons et à l'avènement de laquelle nous travaillons, aux côtés de tant d'hommes et de femmes mûs par l'espérance de vivre dans une société plus juste et plus humaine et désireux de pouvoir la léguer aux générations futures.

2. Les remarques que nous présentons

n'ont pas la prétention d'être une analyse scientifique d'une situation complexe dont l'étude requiert le concours de plusieurs disciplines. Ce ne sont que des réflexions, qui nous semblent pertinentes, sur les conséquences et les critères du néolibéralisme ainsi que sur les caractéristiques de la société que nous appelons de nos vœux. Lorsque nous partageons ces réflexions, notre principal souci est d'ordre éthique et religieux. Les comportements économiques et politiques que nous mentionnons sont le reflet, dans le domaine de la vie publique, des limites et des contre-valeurs d'une culture qui se fonde sur une conception de la personne humaine et de la société qui sont tout à fait étrangères à l'idéal chrétien.

**SOMMAIRE**

- **AMÉRIQUE LATINE : Le néolibéralisme en Amérique latine (1-4)** ➤ **EL SALVADOR : Le spectre des escadrons de la mort (7-9)**  
➤ **AMÉRIQUE LATINE : La peine de mort en débat (5-6)**

## La société

### dont nous faisons partie

3. Au seuil du XXI<sup>ème</sup> siècle, les communications permettent des relations plus étroites entre les hommes ; les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités dans le domaine de la connaissance et de la créativité et les marchés pénètrent dans toutes les sphères de la société. Contrairement à ce qui se passait dans la dernière décennie, l'économie de la plupart de nos pays est de nouveau en expansion.

4. Cette croissance matérielle qui pourrait ouvrir à tous de nouvelles espérances laisse cependant des multitudes de gens dans la pauvreté, sans leur donner la moindre possibilité de participer à la construction d'un avenir commun, menaçant leur identité culturelle et détruisant les ressources naturelles. Nous estimons qu'en Amérique latine et aux Caraïbes 180 millions de personnes au moins vivent dans la pauvreté et 80 millions survivent dans la misère.

5. Les dynamiques économiques qui sont à l'origine de ces effets pervers tendent à se transformer en idéologies et à absolutiser certains concepts comme, par exemple, le marché qui, d'instrument utile et même nécessaire pour améliorer les offres et réduire les prix, finit par devenir le moyen, la méthode et la fin qui régissent les relations entre les êtres humains.



6. Pour y parvenir on généralise dans notre continent les mesures dites néolibérales.

- Celles-ci font de la croissance économique - et non de l'épanouissement des hommes et des femmes vivant en harmonie avec le monde créé - la raison d'être de l'économie.
- Elles réduisent les interventions de l'État jusqu'à le dégager de toutes ses responsabilités par rapport aux biens

minima auxquels a droit tout citoyen eu égard à sa dignité de personne.

- Elles éliminent les programmes généraux conçus en vue de créer des chances pour tous et les remplacent par des mesures de soutien occasionnel destinées à des groupes ciblés.
- Elles privatisent des entreprises sous prétexte que, dans tous les cas, l'État est un mauvais administrateur.
- Elles ouvrent sans restriction les frontières aux marchandises, aux capitaux et aux flux financiers, privant d'une protection adéquate les entreprises les plus petites et les plus faibles.
- Elles passent sous silence le problème de la dette extérieure dont le paiement oblige à faire des coupes sombres dans tout ce qui concerne l'investissement social.
- Elles soumettent la complexité des finances publiques à l'ajustement des variables macro-économiques : budget fiscal équilibré, réduction de l'inflation et balance des paiements stable ; comme si cela suffisait à générer le bien commun et ne créait pas de nouveaux problèmes pour la population, problèmes qui doivent être pris en compte en même temps.
- Elles insistent sur le fait que ces ajustements permettront une croissance qui, à son tour, quand elle aura atteint un niveau suffisamment important, générera une élévation des revenus et résoudra, par un effet de vase communicant, les problèmes des plus défavorisés.
- Pour promouvoir les investissements privés, elles éliminent les obstacles que pourraient imposer les législations qui protègent les ouvriers.
- Elles exemptent d'impôts des groupes puissants ; elles les libèrent des obligations qu'ils devraient avoir à l'égard de l'environnement et les protègent pour accélérer les processus d'industrialisation, provoquant ainsi une concentration de plus en plus grande de la richesse et du pouvoir économique.
- Elles subordonnent leur activité politique à cette politique économique. Ce faisant, elles n'évitent pas le paradoxe qui consiste à supprimer tout ce qui pourrait entraver le libre exercice du marché et en même temps à imposer

des contrôles politiques et sociaux, par exemple à la libre embauche de la main-d'œuvre et ce, afin de garantir l'hégémonie du marché libre.



7. Nous devons reconnaître que ces mesures d'ajustement ont aussi des aspects positifs. On peut signaler par exemple la contribution des mécanismes de marché à l'augmentation de l'offre de biens de meilleure qualité et à des prix plus justes. Ou encore, la réduction de l'inflation sur tout le continent. Le fait de ne plus imposer aux gouvernements des tâches qui ne sont pas de leur compétence leur permet de se consacrer, s'ils le désirent, à la promotion du bien commun. La prise de conscience de plus en plus générale de la nécessité de l'austérité en matière fiscale aboutit à une meilleure utilisation des ressources publiques. Sans compter le progrès des relations commerciales entre les différentes nations de notre continent.

8. Mais ces éléments sont loin de compenser les immenses déséquilibres et les troubles engendrés par le néolibéralisme en termes de concentration des revenus, de richesse et de possession de la terre ; l'augmentation des populations urbaines qui n'ont pas de travail ou qui essaient de se maintenir dans des emplois précaires et peu productifs ; les faillites de milliers de petites et moyennes entreprises ; l'anéantissement et le déplacement forcé de populations indigènes et paysannes ; l'expansion du narcotrafic basé sur des secteurs ruraux dont les produits traditionnels ne sont plus compétitifs ; la disparition de la sécurité alimentaire ; l'augmentation de la criminalité provoquée bien souvent par la famine ; la déstabilisation des économies nationales en raison de la libre circulation des capitaux de la spéculation internationale ; les bouleversements provoqués dans les com-

munautés locales par des projets d'entreprises multinationales qui laissent de côté les autochtones.

9. Par voie de conséquence, à côté d'une croissance économique modérée, dans presque tous nos pays le malaise social s'accroît ; il s'exprime dans les villes par des protestations et des grèves. Dans certains secteurs on assiste à une recrudescence de la lutte armée, ce qui n'arrange rien. On observe aussi un rejet de plus en plus vif de l'orientation économique générale qui, loin d'améliorer le bien commun, ne fait qu'aiguiser les causes traditionnelles de mécontentement populaire : les inégalités, la misère et la corruption.

### La conception de l'être humain

10. La rationalité économique généralement appelée néolibérale suppose une conception de l'être humain qui limite la grandeur de l'homme et de la femme à la capacité de générer des revenus monétaires. Elle exacerbe l'individualisme ainsi que la course au gain et à la propriété. Elle conduit facilement à porter atteinte à l'intégrité de la création. Dans bien des cas elle déclenche la cupidité, la corruption et la violence. Et, si elle tend à se généraliser dans les groupes sociaux, elle finit par détruire radicalement la communauté.

11. C'est ainsi que s'impose une hiérarchie de valeurs où la première place est occupée par la liberté individuelle en quête de la satisfaction de tous ses plaisirs et qui légitime, entre autres choses, la drogue et l'érotisme le plus effréné. Une liberté qui rejette toute ingérence de l'État dans le domaine de l'initiative privée, qui s'oppose aux plans sociaux, ignore la vertu de la solidarité et n'accepte que les lois du marché.

12. En raison du processus de globalisation de l'économie, cette façon de comprendre l'homme et la femme pénètre dans nos pays à l'aide de symboles dotés d'une grande capacité de séduction. Grâce à leur maîtrise des moyens de communication, ils détrui-

sent à la racine la spécificité des cultures locales qui, elles, n'ont pas les moyens de transmettre leur message.

13. En règle générale, les dirigeants de nos sociétés qui sont liés à ces mouvements de globalisation au point d'accepter uniformément les lois du marché, en arrivent à vivre comme des étrangers dans leurs propres pays. Ils sont incapables de dialoguer avec les gens du peuple qu'ils considèrent comme un obstacle ou un danger pour leurs propres intérêts, au lieu de voir en eux des frères, des compagnons, des partenaires.



14. À l'intérieur de cette logique il paraît normal que naissent et meurent dans la misère des millions d'hommes et de femmes du continent puisqu'ils sont incapables de générer des revenus qui leur permettraient de se procurer une qualité de vie plus humaine. C'est pourquoi les gouvernements et les sociétés ne sont pas scandalisés face à la famine et à la précarité de multitudes de gens qui, eux, sont désespérés et perplexes devant les excès dont font preuve ceux qui, sans penser aux autres, épuisent les ressources de la société et de la nature.

### La société que nous voulons

15. Grâce à Dieu, on assiste à des initiatives de transformation qui laissent espérer le jaillissement d'un monde nouveau à partir de divers groupes cul-

turels, ethnies, générations, groupes de femmes et couches de la société.

16. Encouragés par ces efforts, nous voulons coopérer à la construction d'une réalité qui soit plus proche du Royaume de justice, de solidarité et de fraternité annoncé par l'Évangile ; un monde où tous les hommes et toutes les femmes puissent vivre dignement.

17. Une société où toute personne puisse avoir accès aux biens et aux services auxquels elle a droit par le seul fait qu'elle ait été appelée à cheminer avec d'autres vers Dieu. Nous ne réclamons pas une société de bien-être, de satisfactions matérielles illimitées, mais une société juste où nul ne soit exclu du monde du travail ni privé des biens fondamentaux qui sont indispensables à l'épanouissement de tout être humain, comme l'éducation, la nourriture, la santé, la famille et la sécurité.

18. Nous voulons une société où tous, hommes et femmes, nous puissions vivre en famille, envisager l'avenir avec confiance, partager les biens de la nature, et léguer ses merveilles aux générations qui nous succéderont.

19. Une société respectueuse des traditions culturelles qui forgèrent l'identité des indigènes ; des populations venues d'autres horizons, des afro-américains et des métis.

20. Une société sensible aux difficultés des plus faibles, des marginaux, de ceux qui ont supporté les impacts des processus socio-économiques qui ne font pas de l'être humain leur priorité. Une société démocratique, construite sur la base de la participation, et où l'activité politique soit le fait de ceux qui veulent se consacrer au service des intérêts généraux et du bien commun.

21. Nous sommes conscients du fait que pour arriver à instaurer ce type de société, nous devons payer un prix élevé, en raison des changements d'attitudes, d'habitudes et de valeurs qu'elle exige. Nous sommes ainsi mis au défi d'adopter les éléments positifs de la modernité, comme le travail, l'organisation, l'efficacité sans lesquels nous ne pourrions pas construire cette société dont nous rêvons. En un

mot, nous voulons coopérer à la construction d'une communauté latino-américaine parmi nos peuples.

### Quelles sont les tâches que nous devons mener à bien ?

22. Nous avons à accomplir une tâche énorme et dans divers secteurs :

- Entreprendre, en liaison avec beaucoup d'autres, à partir de nos universités et de nos centres d'étude, de recherche et de promotion, un effort intellectuel de grande envergure dans le domaine des sciences sociales, de la théologie et de la philosophie afin de connaître le néolibéralisme, d'être en mesure d'expliquer sa rationalité profonde et ses effets sur l'être humain et la nature.

- Faire preuve de discernement pour apprécier les lignes d'action qui découleront de l'analyse et pour prendre les options les plus pertinentes.

23. Cet effort de compréhension et ces décisions doivent nous conduire à :

- Accompagner les victimes, à partir de communautés de solidarité, afin de protéger les droits des exclus et d'entreprendre avec eux, tout en dialoguant avec les secteurs décisionnels, la construction de la société qui offrira le plus de possibilités d'intégration.

- Renforcer les traditions culturelles et spirituelles de nos peuples afin qu'ils se situent, à partir de leur propre identité, dans un espace de relations globalisantes sans que ce soit au détriment de leur richesse symbolique et de leur esprit communautaire.

- Incorporer dans le travail éducatif que nous faisons avec beaucoup d'autres, un ordre de valeurs qui permette de former des personnes capables de toujours donner la priorité à l'être humain dans ce monde que nous partageons ensemble.

- Donner aux élèves la préparation qui leur est nécessaire pour qu'ils soient capables de comprendre la réalité dans laquelle ils vivent et puissent travailler à sa transformation.

- Résister spécialement à la société de consommation et à son idéologie du bonheur basé sur l'achat illimité de biens matériels.

- Communiquer par tous les moyens les résultats de cette analyse du néolibéralisme, faire connaître les valeurs qui doivent être préservées et promues ainsi que les alternatives possibles.

- Proposer des solutions viables là où sont prises les décisions globales et macro-économiques.

24. Nous nous efforcerons de promouvoir la valeur de la gratuité, dans un monde où l'on croit pouvoir exiger quand on a payé ; nous nous efforcerons également d'encourager le sens de la sobriété et de la beauté toute simple ; de favoriser le silence intérieur et la recherche spirituelle et de fortifier la liberté responsable qui inclut radicalement la pratique de la solidarité, et ce conformément à la spiritualité de saint Ignace de Loyola, très orientée vers la transformation du cœur de l'homme.

25. Pour faire en sorte que notre initiative soit crédible, pour montrer notre solidarité avec les exclus du continent et rendre manifeste la distance que nous entendons prendre à l'égard de la société de consommation, nous nous situerons dans la ligne de l'austérité, non seulement sur le plan de notre vie privée, mais nous prendrons aussi les mesures nécessaires pour que nos actions et nos institutions évitent toute ostentation et n'utilisent que des moyens cohérents avec notre pauvreté. Dans notre politique d'investissement et dans notre consommation nous ne devons pas soutenir des entreprises qui de toute évidence portent atteinte aux droits de l'homme et à l'équilibre écologique. Nous espérons ainsi réaffirmer notre option radicale dans la foi qui nous a conduits à répondre à l'appel de Dieu à la suite de Jésus dans la pauvreté, ce qui nous rendra plus efficaces et libres dans la recherche de la justice.

26. Avec beaucoup d'autres nous

essaierons de construire une communauté nationale et latino-américaine solidaire où la science, la technologie et les marchés soient au service de toutes les personnes de nos différents peuples. Que notre engagement envers les pauvres manifeste que le travail que nous entendons faire pour l'épanouissement des hommes et des femmes, sans exclusive, soit notre contribution, modeste mais sérieuse, à la plus grande gloire de Dieu dans l'histoire et dans l'œuvre de la création.

Nous espérons que ces réflexions aideront les efforts accomplis pour améliorer notre service auprès des peuples latino-américains. Nous demandons à Notre Dame de Guadeloupe, patronne de l'Amérique latine, de bénir nos peuples et d'intercéder pour nous afin que nous obtenions les grâces abondantes dont nous avons besoin pour mener à bien notre mission .

*Ciudad de Mexico, 14 novembre 1996*

*Ferdinand Azevedo (Brésil septentrional) ; Carlos Cardó (Pérou) ; José Adán Cuadra (Amérique Centrale) ; Benjamín González Buelta (République Dominicaine) ; Juan Díaz Martínez (Chili) ; Mariano García Díaz (Paraguay) ; Ignacio García-Mata (Argentine) ; José Adolfo González (Colombie) ; Mario López Barrio (Mexique) ; Jorge Machín (Cuba) ; Allan Mendoza (Équateur) ; Emilio M. Moreira (Bahia) ; Fernando Picó (Puerto Rico) ; Armando Raffo (Uruguay) ; Marcos Recolons (Bolivie) ; Joao Claudio Rhoden (Brésil méridional) ; Francisco Ivern Simó (Brésil Central) ; Arturo Sosa A. (Venezuela).*

**Traduction DIAL**

**En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.**

**DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

**Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F**

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50  
Fax 01 45 55 28 13.**